



Le Sommet du progrès de Londres

Du 11 au 14 juillet 2003

Cahier d'information

Canada

DOCS
CA1 EA 2003L56 EXP
London Progressive Governance
Summit July 11-14, 2003 :
-- background information. --
16403212

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E
1 5036 0103681 1

*Imprimé sur du
papier recyclé*



*Printed on
recycled paper*



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade



Imprimé au Canada
Printed in Canada

Table des matières

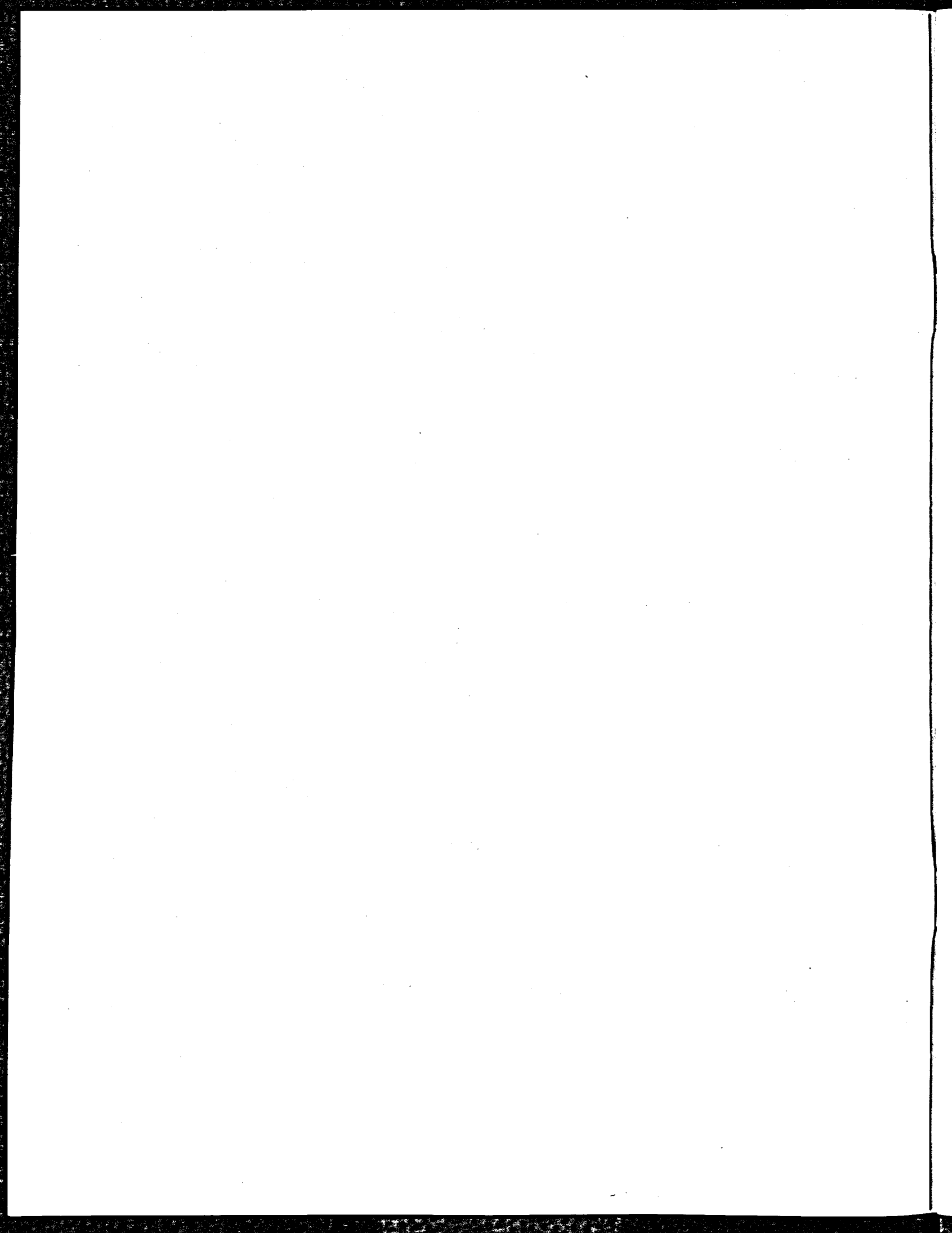
Renseignements généraux

- Le Sommet du progrès de Londres 7
- Les participants au Sommet du progrès de Londres 10
- La délégation canadienne d'experts à la Conférence sur
la gouvernance progressive, Londres 11
- Les relations entre le Canada et le Royaume-Uni 13
- Royaume-Uni (fiche technique) 16

Notices biographiques

- Le premier ministre du Royaume-Uni, M. Tony Blair 19
- Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 20

Renseignements généraux



Le Sommet du progrès de Londres

Les origines de la gouvernance progressive

La philosophie de la gouvernance progressive, ou philosophie de la troisième voie, est souvent définie par ce qu'elle n'est pas : le socialisme traditionnel ou le conservatisme traditionnel. Elle tente de concilier la croissance économique axée sur le marché et l'égalité des chances pour tous. En d'autres mots, elle préconise une économie de marché, mais non une société de marché.

Les premiers tenants de la gouvernance progressive soutenaient que les politiques sociales et économiques traditionnelles de l'après-guerre devaient être transformées afin de préparer les gens à relever les défis de la mondialisation. L'enjeu consistait à faire en sorte que les gouvernements montrent de la compassion aussi bien qu'un sens aigu des réalités à une époque où, sur la scène nationale et internationale, s'exerçaient des pressions entraînant une réduction des dépenses sociales et obligeant le marché du travail à une plus grande souplesse.

Les promoteurs de la troisième voie maintenaient que les gouvernements devaient adopter des mécanismes qui favorisent l'initiative et la responsabilité individuelles. On se servirait des ressources publiques pour aider les gens à faire face aux exigences nouvelles, en investissant dans le capital social et humain tout en continuant de protéger ceux qui sont incapables de s'adapter. L'aide sociale ne serait pas abolie, mais modifiée de façon à tenir compte du recyclage et de l'expérience de travail, en vue d'encourager l'initiative, la créativité et la volonté de relever de nouveaux défis. Le dilemme classique, opposant l'augmentation des services gouvernementaux et les baisses d'impôt, serait résolu par une utilisation plus efficace des recettes fiscales.

On dit de la troisième voie qu'elle repose sur trois piliers : l'idée selon laquelle le gouvernement doit promouvoir l'égalité des chances pour tous sans accorder de privilège particulier à qui que ce soit; une éthique de la responsabilité mutuelle, qui rejette à la fois la politique des grands programmes sociaux et la politique de l'abandon social; et une nouvelle manière de gouverner qui procure aux citoyens des moyens de se prendre en charge.

La notion de troisième voie est associée très étroitement à l'ancien président des États-Unis, Bill Clinton, et au premier ministre du Royaume-Uni, Tony Blair, qui ont amorcé en 1997 un dialogue informel sur les méthodes de gouvernance moderne, que l'on a baptisées la « Troisième Voie ». En avril 1999, les dirigeants de l'Allemagne, des Pays-Bas et de l'Italie, qui étaient conviés à une rencontre à Washington, ont participé à ce dialogue. La France et le Brésil étaient de la réunion tenue à Florence en novembre 1999.

La rencontre des dirigeants à Berlin

La rencontre suivante s'est déroulée à Berlin en juin 2000. Y ont participé les dirigeants de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de l'Argentine, du Brésil, du Canada, du Chili, des États-Unis, de la France, de la Grèce, de l'Italie, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Portugal et de la Suède. Leur communiqué final résumait les discussions sur la nouvelle économie, la modernisation de l'État et le rôle de la société civile. Il exprimait aussi de leur volonté de poursuivre les échanges de vues sur les valeurs qu'ils partagent et sur les pratiques exemplaires en matière de gouvernance progressive.

La rencontre des dirigeants à Berlin avait été immédiatement précédée par une conférence d'experts de chacun des pays participants. La délégation canadienne d'experts a participé activement à des ateliers sur la nouvelle économie, la société civile et la gouvernance moderne. À la rencontre des dirigeants, le premier ministre Jean Chrétien a présenté un document intitulé *La voie canadienne* (www.pm.gc.ca/lavoiecanadienne). Ce document décrit la manière dont le Canada relève les défis de la gouvernance moderne suivant un modèle proprement canadien, lequel traduit ses valeurs et mise sur ses atouts, son histoire et sa culture.

La rencontre des dirigeants à Stockholm

En prévision du sommet des dirigeants qui devait avoir lieu les 14 et 15 septembre 2001, mais remis en raison des événements du 11 septembre, une réunion d'experts avait eu lieu à Stockholm en juin 2001. On y avait examiné des documents décrivant les pratiques exemplaires de chaque pays dans sept domaines : aide sociale active, soins de santé, multiculturalisme, développement durable, prévention du crime lié à la drogue, fossé numérique et renforcement du pacte social international. Tout comme à Berlin, une délégation d'experts canadiens a participé à ces ateliers.

Les dirigeants se sont rencontrés à Stockholm en février 2002 pour examiner les enjeux dont les experts avaient discuté en juin 2001. Ont participé à cette rencontre des dirigeants de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, du Canada, du Chili, de la France, de la Grèce, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, du Royaume-Uni et de la Suède. Le communiqué diffusé par les dirigeants soulignait l'importance d'accroître la coopération internationale pour favoriser la paix, la liberté et le développement. Il témoignait des efforts déployés de façon continue pour améliorer la justice sociale par une gestion disciplinée de l'économie, par l'investissement dans le développement des connaissances et par la revitalisation des systèmes politiques.

La rencontre des dirigeants à Londres

Comme aux sommets de Berlin et de Stockholm, la rencontre des dirigeants à Londres sera précédée d'une conférence d'experts. La délégation canadienne participera aux ateliers concernant les sept enjeux suivants : le nouvel État-providence et l'économie du savoir; le renouvellement de la fonction publique; les droits et les responsabilités; la réforme des entreprises; la gouvernance mondiale; la migration et l'intégration sociale; la science, la technologie et le risque.

Le Sommet, auquel participeront 15 chefs d'État et de gouvernement (www.progressive-governance.net), portera sur des enjeux clés de l'environnement mondial. Les dirigeants se pencheront sur les problèmes dont doivent tenir compte les politiques axées sur le progrès, en 2003 et au cours des prochaines années, ainsi que sur les stratégies politiques futures pour les résoudre.

Les participants au Sommet du progrès de Londres

Le président de l'Afrique du Sud, M. Thabo Mbeki

Le chancelier de l'Allemagne, M. Gerhard Schröder

Le président de l'Argentine, M. Nestor Kirchner

Le président du Brésil, M. Lula da Silva

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien

Le président du Chili, M. Ricardo Lagos

Le premier ministre de l'Éthiopie, M. Meles Zenawi

Le premier ministre de la Hongrie, M. Péter Medgyessy

La première ministre de la Nouvelle-Zélande, M^{me} Helen Clark

Le président de la Pologne, M. Aleksander Kwasniewski

Le premier ministre de la Pologne, M. Leszek Miller

Le premier ministre de la République tchèque, M. Vladimír Špidla

Le premier ministre de la Roumanie, M. Adrian Nastase

Le premier ministre du Royaume-Uni, M. Tony Blair

Le premier ministre de la Suède, M. Göran Persson

La délégation canadienne d'experts à la Conférence sur la gouvernance progressive, Londres

Le nouvel État-providence et l'économie du savoir

L'honorable Roy Romanow, c.r.
Ancien premier ministre de la Saskatchewan
Agrégé supérieur en recherche sur les politiques publiques
Université de la Saskatchewan

Sherri Torjman
Vice-présidente
Caledon Institute of Social Policy

Le renouvellement de la fonction publique

David R. Zussman, Ph.D.
Président
Forum des politiques publiques

Les droits et les responsabilités

L'honorable Bob Rae, C.P., O.C., c.r.
Ancien premier ministre de l'Ontario
Goodman, LLP

La réforme des entreprises

Peter Dey
Osler, Hoskin & Harcourt, LLP

La gouvernance mondiale

Maureen O'Neil
Présidente
Centre de recherches pour le développement international

La migration et l'intégration sociale

Alfred MacLeod
Sous-ministre adjoint
Citoyenneté et Immigration Canada

La science, la technologie et le risque

Louise Comeau
Directrice, Politique pour un environnement et des collectivités viables
Fédération canadienne des municipalités

Les relations entre le Canada et le Royaume-Uni

- Les relations entre le Canada et le Royaume-Uni, qui remontent à très loin, sont diversifiées et fécondes, reflétant un vaste éventail de valeurs et intérêts communs. Elles sont ancrées dans l'histoire commune, l'amitié et l'attachement des deux pays à de solides liens transatlantiques.
- Le Royaume-Uni et le Canada ont la même souveraine et partagent les meilleures traditions de la démocratie parlementaire. Le nouveau *British Human Rights Act* s'apparente à la *Charte canadienne des droits et libertés*, et les initiatives récentes du gouvernement britannique visant à transférer des pouvoirs au Parlement écossais et aux assemblées législatives du Pays de Galles et de l'Irlande du Nord ont donné au Canada l'occasion de faire profiter le Royaume-Uni de 134 années d'expérience en matière de décentralisation des pouvoirs.
- L'histoire commune des deux pays remonte à 1497, lorsque John Cabot, au service du roi Henri VII, a débarqué à Terra Nova (Terre-Neuve). En 1867, le Canada devenait la première fédération de l'empire britannique.
- Le Canada et le Royaume-Uni ont soutenu la démocratie et les droits de la personne au sein du Commonwealth et partout dans le monde. Ils ont défendu la liberté et la paix dans deux guerres mondiales, et des soldats canadiens et britanniques ont pris part ensemble à des activités de maintien de la paix en Corée, à Chypre, en Bosnie, au Kosovo, au Timor-Oriental et en Sierra Leone. Les deux pays ont intensifié récemment leur coopération dans les domaines de l'entraînement et de l'approvisionnement militaires, et ont travaillé étroitement à l'établissement de la Convention d'Ottawa interdisant les mines antipersonnel.
- Les deux pays sont d'ardents partisans de la coopération multilatérale et sont aussi des membres fondateurs des Nations unies et du système de Bretton Woods. Ils sont membres d'organisations internationales telles que le G8, le Commonwealth, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, l'Organisation mondiale du commerce et l'Organisation de coopération et de développement économiques.
- Le rôle des Canadiens dans le processus de paix en Irlande du Nord illustre bien la confiance qui caractérise les relations entre le Canada et le Royaume-Uni. Trois Canadiens éminents sont présentement engagés dans le processus de paix. Le général John de Chastelain dirige une commission internationale sur le désarmement, alors que le juge M. William Hoyt est l'un des enquêteurs chargés de se pencher sur le « Bloody Sunday ».

L'ancien juge de la Cour suprême, M. Peter Cory, dirige une enquête sur des allégations de collusion entre les forces de sécurité, en rapport avec la mort de huit personnalités en vue d'Irlande du Nord. Le Canada a en outre versé plus de 5 millions de dollars au Fonds international pour l'Irlande afin de financer des projets visant à favoriser la coopération entre les collectivités.

- En juin 1997, les premiers ministres Jean Chrétien et Tony Blair ont publié une déclaration conjointe dans laquelle ils ont réaffirmé la vigueur des relations bilatérales. Ils ont examiné les progrès réalisés à la suite de cette déclaration dans le cadre des rencontres bilatérales qui ont suivi : visite du premier ministre Chrétien à Londres en mai 1998; visite du premier ministre Blair à Ottawa en février 2001; Sommet du G8 à Kananaskis en juin 2002; Sommet de l'OTAN à Prague en novembre 2002; Sommet du G8 à Évian, en juin 2003.
- Le tourisme joue un rôle important dans les relations bilatérales des deux pays. En fait, le Royaume-Uni constitue la deuxième source de touristes pour le Canada, qui accueille chaque année près de 800 000 visiteurs britanniques.
- Les échanges de jeunes se sont accrus grâce à un éventail de programmes bilatéraux comme le Programme d'échange de jeunes travailleurs, le Programme de vacances-travail et les programmes d'alternance travail-études. Ces initiatives offrent à des milliers de jeunes la possibilité d'établir des liens dont les deux pays bénéficieront dans l'avenir.
- La coopération culturelle constitue un important mécanisme permettant de resserrer les liens bilatéraux et d'accroître la compréhension entre les deux pays. Le Royaume-Uni est le plus important marché d'importation de produits culturels canadiens en Europe, n'étant surpassé à ce chapitre que par les États-Unis. Les artistes et les industries culturelles du Canada font d'importantes percées en Grande-Bretagne, qui représente une force dominante et influente dans les secteurs du livre, de la musique, du film et du design. Par exemple, la moitié des finalistes du Man Booker Prize de 2002 pour la fiction étaient des Canadiens, y compris le lauréat, Yann Martel, pour son roman *Life of Pi*.
- En 2000, les exportations canadiennes de produits culturels vers le Royaume-Uni s'élevaient à 39 millions de dollars. Entre 1996 et 2000, elles se sont accrues de 23,8 p. 100. Le Royaume-Uni représentait à lui seul 42 p. 100 des exportations canadiennes vers les marchés culturels de l'Europe occidentale en 2000. L'industrie du film et de la télévision est particulièrement représentative à cet égard : en 1999-2000, le Royaume-Uni se trouvait au deuxième rang des partenaires les plus actifs du Canada en Europe pour les coproductions de films et d'émissions de télévision.

Commerce et investissement

- Le Royaume-Uni est le premier partenaire commercial du Canada parmi les pays européens. Il est la deuxième destination de l'investissement canadien direct dans le monde, après les États-Unis. Il est aussi source de touristes et constitue un marché pour les services commerciaux canadiens. À l'échelle mondiale, le Royaume-Uni est en outre le troisième marché d'exportation du Canada, derrière les États-Unis et le Japon.
- Grâce à une étroite collaboration, le Canada et le Royaume-Uni veillent à ce que leurs ententes commerciales régionales dans le cadre de l'ALENA et de l'Union européenne, respectivement, ne deviennent pas autocentrées et n'affectent pas leurs relations. L'Amérique du Nord représente le plus important partenaire commercial de l'Union européenne.
- En 2002, les exportations canadiennes de marchandises à destination du Royaume-Uni ont totalisé 4,4 milliards de dollars, en baisse de 12,5 p. 100 par rapport à 2001. Elles se composent maintenant surtout de produits à valeur ajoutée plutôt que de produits de base. En 2002, les produits les plus exportés ont été, dans l'ordre, les machines, les produits de l'aérospatiale, les machines électriques, ainsi que les pierres précieuses — ce qui témoigne de l'importance croissante des Territoires du Nord-Ouest comme producteur de diamants — les métaux, le nickel et les minerais.
- En 2002, les importations canadiennes de marchandises en provenance du Royaume-Uni ont totalisé 9,7 milliards de dollars, en baisse de 17 p. 100 par rapport à 2001. Les produits les plus importés ont été, dans l'ordre, les combustibles minéraux et le pétrole, les machines, les produits de l'aérospatiale, les machines électriques, les produits pharmaceutiques et les véhicules.
- En 2002, l'investissement direct du Royaume-Uni au Canada a augmenté de 4,2 p. 100, pour totaliser 26,3 milliards de dollars, dont près de 30 p. 100 dans le secteur des finances et de l'assurance. Le Royaume-Uni n'était alors surpassé que par les États-Unis et la France au chapitre des investissements étrangers directs au Canada.
- En 2002, l'investissement direct du Canada au Royaume-Uni était de 45,2 milliards de dollars, en hausse de 13,8 p. 100 sur l'année précédente.

ROYAUME-UNI

Capitale : Londres

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
244 100 km²

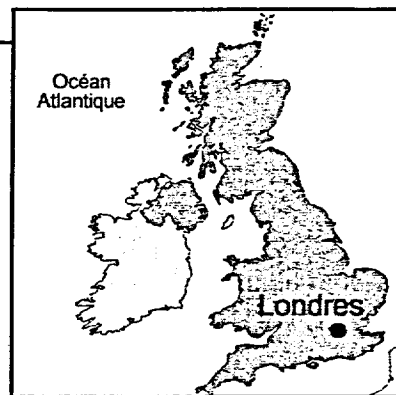
Principales langues
Anglais, gallois, gaélique

Principaux groupes religieux
Anglicans (45 %), catholiques (15 %),
musulmans (1,7 %), presbytériens
(1,3 %), méthodistes (1,3 %)

Pays environnants
Belgique, Danemark, France, Irlande, Norvège, Pays-Bas

Population
58,8 millions d'habitants (2002)

**Taux de croissance
de la population**
0,21 % (est. 2002)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Chambre haute : Chambre des lords
Chambre basse : Chambre des communes;
multipartite

Dirigeants
La reine Elizabeth II
Le premier ministre Tony Blair

**Secrétaire d'État aux Affaires étrangères et
aux Affaires du Commonwealth**
M. Jack Straw

Chancelier de l'Échiquier
M. Gordon Brown

Secrétaire d'État au Commerce et à l'Industrie
M^{me} Patricia Hewitt

Indice du développement humain de l'ONU (2002)
Le Royaume-Uni se classe 13^e sur 173 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
2,44 billions de dollars (2002)

Taux de croissance du PIB
1,7 % (2002)

PIB par habitant
41 269 \$ (2002)

Principales exportations
Produits manufacturés, combustibles, produits chimiques, aliments, boissons, tabac

Principales importations
Produits manufacturés, machines, combustibles, aliments

Importations canadiennes en provenance du Royaume-Uni
9,7 milliards de dollars (2002), principalement en combustibles minéraux, pétrole, machines, équipement de navigation spatiale, machines électriques, produits pharmaceutiques, véhicules

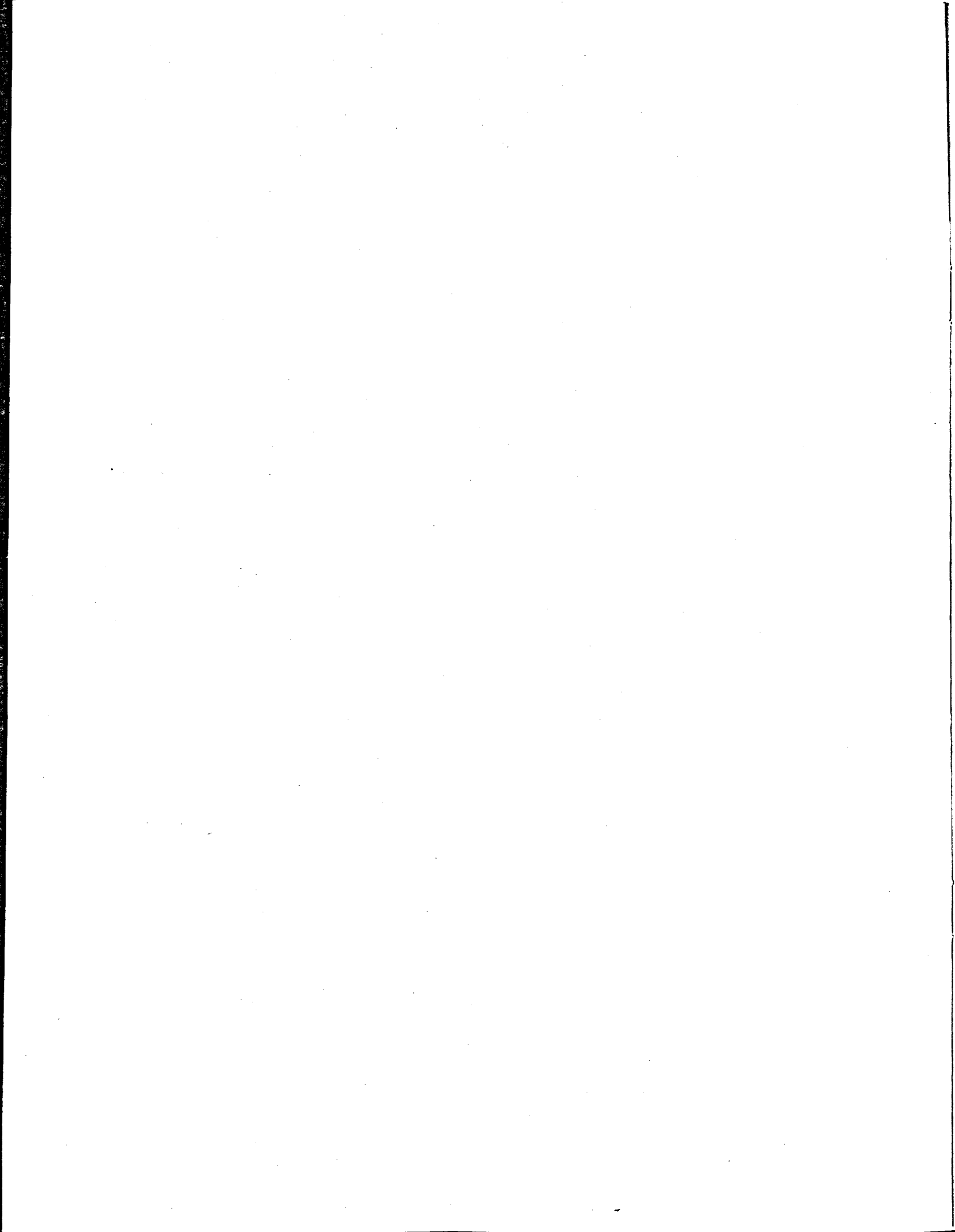
Exportations canadiennes vers le Royaume-Uni
4,4 milliards de dollars (2002), principalement en machines, équipement de navigation spatiale, machines électriques, pierres précieuses, métaux, nickel, minerais

Représentant du Canada

M. Mel Cappe, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada
Macdonald House, 1, Grosvenor Square, Londres, W1X 0AB, Angleterre

Téléphone : (011-44-20) 7258-6600; télécopieur : (011-44-20) 7258-6333; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/canadaeuropa/united_kingdom

Notices biographiques



Le premier ministre du Royaume-Uni, M. Tony Blair

Né en Écosse le 6 mai 1953, M. Tony Blair a d'abord fréquenté la Durham Choristers School, puis le Fettes College, à Édimbourg, avant d'étudier le droit à l'Université d'Oxford. Il a été admis au barreau en 1976.

Spécialiste en droit du travail et en droit industriel, M. Blair a été élu député travailliste pour la circonscription de Sedgfield en 1983. L'année suivante, il a été nommé porte-parole de l'opposition pour les affaires relatives au Trésor et à l'économie.

En 1987, M. Blair est devenu porte-parole de l'opposition pour le commerce et l'industrie et, en 1988, il s'est vu confier le poste de « contre-secrétaire d'État » à l'Énergie. En 1989, il est devenu « contre-secrétaire d'État » à l'Emploi et, en 1992, « contre-secrétaire d'État » à l'Intérieur.

M. Blair a été élu en 1992 au comité exécutif national du Parti travailliste dont il a présidé la commission chargée de la réforme constitutionnelle. En 1994, il a été élu chef du Parti travailliste et chef de l'opposition.

M. Blair est devenu premier ministre du Royaume-Uni le 1^{er} mai 1997 et a été réélu le 7 juin 2001.

M. Blair est marié et a quatre enfants.

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien

M. Jean Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1959, il s'est joint à un cabinet d'avocats de Shawinigan.

Candidat du Parti libéral du Canada, M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État aux Finances et, en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres : Affaires indiennes et du Nord canadien, Industrie et Commerce, Finances, Justice, Énergie, Mines et Ressources. Il a été président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976, puis a été nommé vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984.

Après les élections de 1984, les libéraux ont formé l'opposition officielle, dont M. Chrétien est devenu le porte-parole pour les affaires étrangères. Il a quitté la politique en 1986. Jusqu'en 1990, il a pratiqué le droit au sein du cabinet Lang Michener Lawrence and Shaw. Il était aussi conseiller principal de la Gordon Capital Corp.

En 1990, M. Chrétien est revenu à la politique et a été élu chef du Parti libéral du Canada. Élu cette année-là à la Chambre des communes à la faveur d'une élection partielle, il a prêté serment à titre de chef de l'opposition.

M. Chrétien est devenu premier ministre du Canada le 4 novembre 1993, son parti ayant gagné la majorité des sièges à la Chambre des communes. Aux élections de 1997 et de 2000, il a été réélu comme député de la circonscription de Saint-Maurice, au Québec, menant chaque fois son parti à la victoire et à la formation d'un gouvernement majoritaire.

M. Chrétien et sa femme, Aline, ont trois enfants.

doc
CA1
EA
2003L56
EXP

.b 3706035 (E)

.b 3706047 (F)



London Progressive Governance Summit

July 11–14, 2003

Background Information

Canada



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

General Information

- The London Progressive Governance Summit 7
- Participants at the London Progressive Governance Summit 10
- Canadian Delegation of Experts to the
London Progressive Governance Conference 11
- Canada-United Kingdom Relations 13
- United Kingdom (fact sheet) 16

Biographies

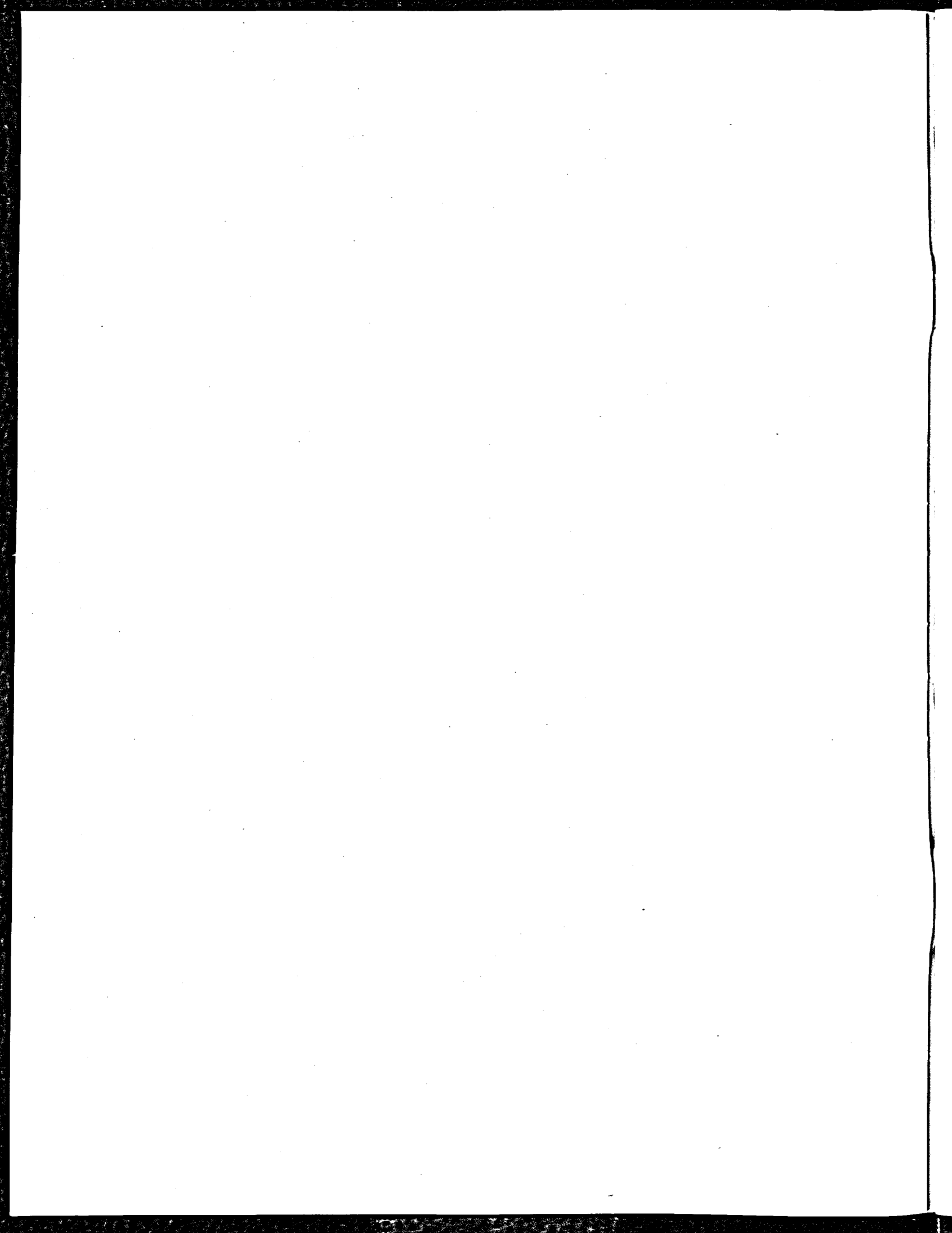
- Tony Blair, Prime Minister of the United Kingdom 19
- Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 20

16403212 ce) b 3706035-
 16403213 (f) b 3706047

Dept. of Foreign Affairs
 Min. des Affaires étrangères

AOUT
 AUG 13 2004

Return to Departmental Library
 Retourner à la bibliothèque du Ministère



The London Progressive Governance Summit

The origins of progressive governance

Progressive governance philosophy, also known as the third way, is often defined by what it is not: traditional socialism or traditional conservatism. Progressive governance attempts to reconcile market-driven economic growth with equal opportunity for all, in other words, a market economy but not a market society.

Early advocates of this philosophy argued that the traditional post-war social and economic policies needed transformation since they would not prepare people for the challenges posed by globalization. The issue was one of making government relevant and compassionate at a time when both global and domestic pressures were restraining social spending and dictating flexible labour markets.

Proponents of progressive governance argued that governments must find mechanisms to encourage individual initiative and responsibility. Public resources would be used to help people meet these challenges through investments in human and social capital while continuing to shield those unable to adapt. Welfare would not be abolished, but would be altered to involve retraining and work experience — with the goal of encouraging initiative, creativity and readiness to take on new challenges. The traditional dilemma between more government services and lower taxes would be overcome through more efficient, targeted use of tax revenues.

The third way philosophy has been described as resting on three cornerstones: the idea that government should promote equal opportunity for all while granting special privilege to none; an ethic of mutual responsibility that rejects equally the politics of entitlement and the politics of social abandonment; and a new approach to governing that empowers citizens to act for themselves.

The third way concept is associated most closely with former U.S. President Bill Clinton, and with U.K. Prime Minister Tony Blair, who first began an informal dialogue on the approaches to modern governance (dubbed the “Third Way”) in 1997. In April 1999, these informal discussions were expanded to include the leaders of Germany, the Netherlands, and Italy at a meeting in Washington. A November 1999 meeting in Florence included France and Brazil as well.

Berlin meeting of leaders

The next meeting of leaders, in Berlin in June 2000, united the leaders of Argentina, Brazil, Canada, Chile, France, Germany, Greece, Italy, the Netherlands, New Zealand, Portugal, South Africa, Sweden, and the United States. The communiqué from that meeting reflected the leaders’ discussions on the new economy, modernizing government, and the role of civil society. It also

indicated the leaders' desire to continue to exchange views on their common values and on best practices in progressive governance.

The meeting of leaders in Berlin was immediately preceded by a conference involving experts from each of the participating countries. The Canadian delegation of experts participated actively in workshops on the new economy, civil society, and modern governance. At the leaders' meeting, Prime Minister Jean Chrétien tabled a paper entitled "The Canadian Way" (www.pm.gc.ca/thecanadianway). It highlighted the way Canada is responding to the challenges of modern governance — a distinctly Canadian model that is a reflection of Canadian values and builds on this country's own particular strengths, history and culture.

Stockholm meeting of leaders

An experts' meeting was held in Stockholm in June 2001, in advance of the leaders' summit that was scheduled for Sept. 14–15, 2001. (The summit was postponed, however, due to the events of September 11.) During the experts' meeting, papers outlining best practices in each country in seven areas — active welfare, health care, multiculturalism, sustainable development, prevention of drug-related crime, the digital divide, and building on international social compact — were discussed in workshops. As in Berlin, a delegation of Canadian experts participated in all workshops.

Leaders met in Stockholm in February 2002 to consider the issues that had been discussed at the experts meeting in June 2001. Leaders from Canada, Chile, France, Germany, Greece, the Netherlands, New Zealand, Poland, Portugal, South Africa, Sweden, and the United Kingdom attended this meeting. The communiqué released by the leaders highlighted the importance of increased international co-operation in building peace and freedom and aiding in development. The communiqué reflected a continuing effort to work for social justice through economic discipline, investing in knowledge, and revitalizing political systems.

London meeting of leaders

As in the case of the Berlin and Stockholm summits, the leaders' meeting in London will be preceded by a conference of experts. A Canadian delegation will participate in workshops on seven issues: the new welfare state and knowledge economy; public service renewal; rights and responsibilities; corporate reform; global governance; migration and social integration; science, technology and risk.

Fifteen heads of state and government will attend the London Progressive Governance Summit (www.progressive-governance.net). In addition to discussing the future political strategy for resolving key issues in the global environment, the leaders will also address the challenges facing progressive politics in 2003 and beyond.

Participants at the London Progressive Governance Summit

Argentina: President Nestor Kirchner

Brazil: President Lula da Silva

Canada: Prime Minister Jean Chrétien

Chile: President Ricardo Lagos

Czech Republic: Prime Minister Vladimir Spidla

Ethiopia: Prime Minister Meles Zenawi

Germany: Chancellor Gerhard Schröder

Hungary: Prime Minister Péter Medgyessy

New Zealand: Prime Minister Helen Clark

Poland: President Aleksander Kwasniewski
Prime Minister Leszek Miller

Romania: Prime Minister Adrian Nastase

South Africa: President Thabo Mbeki

Sweden: Prime Minister Göran Persson

United Kingdom: Prime Minister Tony Blair

Canadian Delegation of Experts to the London Progressive Governance Conference

New Welfare State and the Knowledge Economy

The Honourable Roy Romanow, Q.C.
Former Premier of Saskatchewan
Senior Fellow in Public Policy
University of Saskatchewan

Sherri Torjman
Vice President
Caledon Institute of Social Policy

Public Service Renewal

David R. Zussman, Ph.D.
President
Public Policy Forum

Rights and Responsibilities

The Honourable Bob Rae, P.C., O.C., Q.C.
Former Premier of Ontario
Goodman, LLP

Corporate Reform

Peter Dey
Osler, Hoskin & Harcourt, LLP

Global Governance

Maureen O'Neil
President
International Development Research Centre

Migration and Social Integration

Alfred MacLeod
Assistant Deputy Minister
Citizenship and Immigration Canada

Science, Technology and Risk

Louise Comeau

Director, Sustainable Communities and Environmental Policy

Federation of Canadian Municipalities

Canada–United Kingdom Relations

- Relations between Canada and the United Kingdom are longstanding, diverse and vibrant, reflecting a wide range of shared values and interests. The relationship is rooted in a common history and friendship and in a commitment to strong transatlantic ties.
- Canada and the United Kingdom share a sovereign as well as the best traditions of parliamentary democracy. The new British Human Rights Act has parallels with the Canadian Charter of Rights and Freedoms, and recent moves in the United Kingdom toward the devolution of powers to the Scottish Parliament and the Welsh and Northern Ireland assemblies is providing an opportunity for Canada to share its 134 years of experience with decentralized government.
- The shared history of the two countries dates back to 1497 when John Cabot, under the service of King Henry VII, landed in Terra Nova (Newfoundland). In 1867, Canada was established as the first federation in the British Empire.
- Canada and the United Kingdom have promoted democracy and human rights in the Commonwealth and around the world. They have defended freedom and fought for peace in two world wars, and Canadian and British soldiers have served as peacekeepers in Korea, Cyprus, Bosnia, Kosovo, East Timor, and Sierra Leone. Both countries have recently increased collaboration in defence training and procurement and worked closely on establishing the Ottawa Convention on landmines.
- Both countries promote multilateral co-operation and were founding members of the United Nations and the Bretton Woods system. Each country holds membership in international organizations such as the G8, the Commonwealth, the Organization for Security and Cooperation in Europe, the North Atlantic Treaty Organization, the World Trade Organization, and the Organisation for Economic Co-operation and Development.
- The role of Canadians in the Northern Ireland peace process exemplifies the degree of trust and confidence that characterizes the relationship. Currently there are three prominent Canadians involved in the peace process. They include General John de Chastelain, who heads an international commission on arms decommissioning; Justice William Hoyt, who serves on the inquiry into the Bloody Sunday incident; and former Supreme Court Justice, Peter Cory, who heads an inquiry into allegations of security force collusion in the deaths of eight prominent

residents of Northern Ireland. Canada has also contributed more than \$5 million to the International Fund for Ireland for projects to support co-operation among communities.

- In June 1997, Prime Minister Jean Chrétien and Prime Minister Tony Blair issued a joint declaration that re-affirmed the strengths of the relationship between that two countries. The prime ministers have reviewed progress under that declaration at subsequent meetings, including during Prime Minister Chrétien's visit to London in May 1998; Prime Minister Blair's visit to Ottawa in February 2001; the G8 Summit in Kananaskis in June 2002; the NATO Summit in Prague in November 2002; the G8 Summit in Evian in June 2003.
- Tourism plays an important role in keeping the two countries connected. About 800,000 U.K. residents visit Canada every year, making the United Kingdom Canada's second largest source of tourists.
- Two-way youth exchanges are on the rise thanks to programs like the Young Workers Exchange Program, the Student Work Abroad Program and co-op education programs. These initiatives provide thousands of youth with the opportunity to establish ties that will benefit both countries in the future.
- Cultural co-operation is an important vehicle for strengthening ties and understanding. The United Kingdom is Canada's most important cultural export market in Europe and second only to the United States overall. Canadian artists and cultural industries are making significant inroads in Britain, which is a dominant and influential force in the book, music, film and design industries. For example, half the finalists for the 2002 Man Booker Prize for Fiction were Canadians, including the winner, Yann Martel for his novel *Life of Pi*.
- In 2000, the value of Canadian cultural exports to the United Kingdom amounted to \$39 million. Between 1996 and 2000, the value of Canada's cultural exports to the United Kingdom increased by 23.8 per cent. In 2000, the United Kingdom alone accounted for 42 per cent of Canadian exports to the Western European cultural market. Film and television are especially important. In 1999–2000, the United Kingdom was Canada's second most active film and television co-production partner in Europe.

Trade and investment

- The United Kingdom is Canada's primary trading partner among European countries. It ranks second in the world, after the United States, as a destination for Canadian direct investment abroad, a source of tourists to

Canada, and a market for Canadian commercial services abroad. Worldwide, the United Kingdom is the third largest market for Canadian exports, after the United States and Japan.

- Canada and the United Kingdom co-operate closely to ensure that their respective regional trade agreements, i.e. NAFTA and the European Union, do not become inward looking or affect the relationship between Canada and the United Kingdom. North America is the EU's most important trading partner.
- In 2002, Canadian merchandise exports to the United Kingdom totalled \$4.4 billion, a drop of 12.5 per cent from the previous year. Canadian exports are shifting from commodities to value-added products. In 2002, the most exported product category was machinery, followed by aerospace products, electrical machinery, precious stones (reflecting the growing importance of the Northwest Territories as a diamond producer), metal, nickel, and ores.
- In 2002, Canadian merchandise imports from the United Kingdom totalled \$9.7 billion, a drop of 17 per cent from the previous year. The most important import category was mineral fuel and oil, followed by machinery, aerospace products, electrical machinery, pharmaceutical products, and vehicles.
- British direct investment in Canada for 2002 increased by 4.2 per cent, totalling \$26.3 billion. Almost 30 per cent of this is in the finance and insurance sector. In 2002, the United Kingdom was third, behind the United States and France, as a source of foreign direct investment in Canada.
- Canadian direct investment in the United Kingdom for 2002 amounted to \$45.2 billion, an increase of 13.8 per cent from the previous year.

UNITED KINGDOM

Capital: London

GEODATA

Area

244,100 km²

Population

58.8 million (2002)

Major languages

English, Welsh, Gaelic

Population growth rate

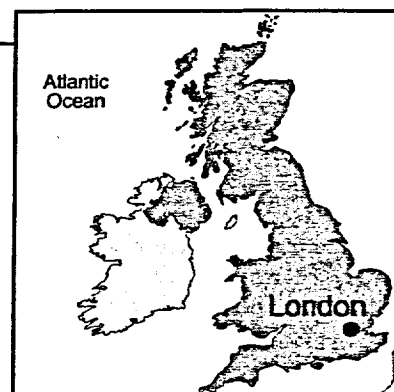
0.21% (2002 est.)

Major religious groups

Anglican (45%), Roman Catholic (15%), Muslim (1.7%), Presbyterian (1.3%), Methodist (1.3%)

Surrounding countries

Belgium, Denmark, France, Ireland, Netherlands, Norway



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs

Jack Straw

National legislature

Upper chamber: House of Lords

Lower chamber: House of Commons; multiparty

Chancellor of the Exchequer

Gordon Brown

Leaders

Queen Elizabeth II

Prime Minister Tony Blair

Secretary of State for Trade and Industry

Patricia Hewitt

UN Human Development Index (2002)

The United Kingdom ranks 13th among 173 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$2.44 trillion (2002)

Inflation rate

1.9% (2002)

GDP growth rate

1.7% (2002)

Unemployment rate

5.2% (2002)

GDP per capita

\$41,269 (2002)

Main exports

Manufactured goods, fuels, chemicals, food, beverages, tobacco

Main imports

Manufactured goods, machinery, fuels, food

Canadian imports from the United Kingdom

\$9.7 billion (2002), including mineral fuel, oil, machinery, aerospace products, electrical machinery, pharmaceutical products, vehicles

Canadian exports to the United Kingdom

\$4.4 billion (2002), including machinery, aerospace products, electrical machinery, precious stones, metal, nickel, ores

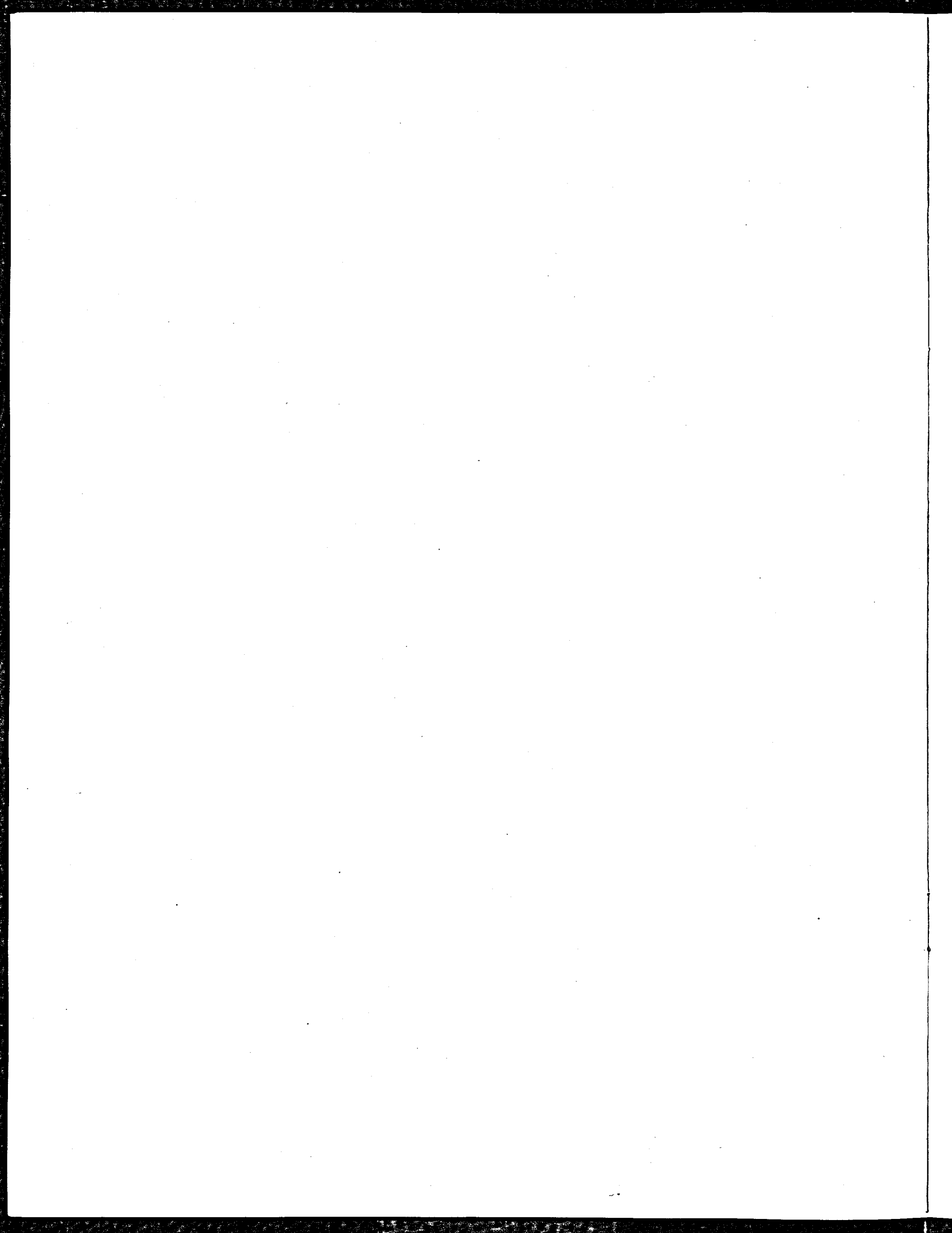
Canadian Representative

Mel Cappe, High Commissioner, The Canadian High Commission

Macdonald House, 1 Grosvenor Square, London, W1K 4AB, United Kingdom

Phone: (011-44-20) 7258-6600, Fax: (011-44-20) 7258-6333, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/canadaeuropa/united_kingdom

Biographies



Tony Blair

Prime Minister of the United Kingdom

Born in Scotland on May 6, 1953, Tony Blair was educated at Durham Choristers School and Fettes College in Edinburgh. He studied law at Oxford University and was called to the bar in 1976.

A barrister specializing in employment and industrial law, Mr. Blair ran as a Labour Party candidate in 1983 and was elected the member of Parliament for Sedgefield. The following year he was named Opposition spokesman on the treasury and on economic affairs.

In 1987, Mr. Blair became Opposition spokesman on trade and industry, and in 1988 he began work as the shadow secretary of state for energy. He was made shadow secretary of state for employment the following year, and in 1992 he became Opposition spokesman on home affairs.

Mr. Blair was elected to the national executive committee of his party in 1992 and has chaired the party's commission on constitutional reform. He was elected Leader of the Labour Party and Leader of the Opposition in 1994.

First elected Prime Minister of the United Kingdom on May 1, 1997, Mr. Blair was re-elected on June 7, 2001.

Mr. Blair is married and has four children.

Jean Chrétien

Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University. Called to the bar in 1959, he joined a Shawinigan law firm.

A candidate for the Liberal Party of Canada, Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. The following year, Mr. Chrétien became Minister of State (Finance) and, in 1968, he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976, and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in 1984.

Following the election of 1984, the Liberals formed the Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986, he left politics. From 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior adviser with Gordon Capital Corp.

In 1990, Mr. Chrétien returned to politics and was elected Leader of the Liberal party. In the same year, he was elected to the House of Commons in a byelection and was sworn in as Leader of the Opposition.

Mr. Chrétien became Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993, after his party won a majority of the seats in the House of Commons. He was re-elected to represent the Quebec riding of Saint-Maurice and to lead majority governments in 1997 and 2000.

Mr. Chrétien and his wife, Aline, have three children.